

D'aucuns ont peut être pensé que le mouvement social allait s'essouffler !!! Ils en sont pour leur frais.

Nous sommes bien là, présents par milliers, salarié(e)s du privé, fonctionnaires, retraités, chômeurs, familles, déterminés à dire haut et fort au gouvernement et au patronat qu'ils ont l'exigence de remettre le social au centre de leurs préoccupations

Chacun a compris que la crise est inscrite dans la durée,

Chacun a compris que les conséquences économiques et sociales, qu'elle génère, dureront pendant de longs mois...

Face à cela, le gouvernement et le patronat doivent savoir que les organisations syndicales resteront mobilisées pour obtenir les mesures nécessaires à atténuer les effets de la crise pour les salarié(e)s et leurs familles.

C'est en tout cas, le rôle que l'UNSA entend jouer dans l'intersyndicale qui appelle ce jour.

Ensemble, nous serons utiles et efficaces. C'est ce que les salarié(e)s attendent de nous.

Notre unité pour agir est une exigence et je profite de cette tribune pour appeler l'intersyndicale nationale à se réunir avant la fin juin pour prévoir et organiser des modalités d'action dès la rentrée des congés d'été.

La crise ne prendra pas de vacances...

Le mouvement social non plus !!!

A l'UNSA, nous savons que dire NON à la crise, c'est comme vouloir arrêter la tempête avec un paravent...

Mais à l'UNSA, nous savons aussi qu'il y a des décisions à prendre par ce gouvernement, par le patronat pour sinon endiguer les drames sociaux au moins faire en sorte qu'on les limite :

- Nous exigeons que tous les chômeurs soient indemnisés,
- Nous disons stop aux suppressions d'emplois dans la fonction publique,

- Il faut mettre un terme à l'injuste bouclier fiscal, à la défiscalisation des heures supplémentaires,
- Le SMIC doit être augmenté...

Voilà quelques mesures précises que le gouvernement doit prendre de toute urgence.

Voilà quelques revendications communes de l'intersyndicale issue de la plate forme qui guide en cohérence notre action.

Les patrons aussi doivent assumer leurs responsabilités. C'est aussi à eux que nous nous adressons aujourd'hui, pour exiger :

- Que les conditions du chômage partiel soient améliorées,
- Que des mesures favorables à l'emploi des jeunes,
- Que la répartition des richesses produites soit être plus juste et plus solidaire,
- Que le droit des représentants syndicaux dans les institutions représentatives du personnel soit renforcé,
- Qu'une vraie politique salariale doit s'instaurer pour développer l'emploi et résorber la précarité.

Oui, à l'UNSA nous pensons qu'il existe des leviers pour combattre la crise.

Oui, à l'UNSA nous pensons que des mesures peuvent améliorer la vie des salarié(e)s de ce pays.

Oui, à l'UNSA nous serons de ceux qui resteront mobiliser et dans l'action si les patrons et le gouvernement restent sourds à nos demandes.